



**Global Alliance
for Buildings and
Construction**

2019 Global Status Report for Buildings and Construction

*Towards a zero-emissions, efficient and resilient
buildings and construction sector*

**Résumé
French Translation**

iea

UN 
**environment
programme**

Acknowledgements

The 2019 Global Status Report for Buildings and Construction was prepared by the International Energy Agency (IEA) for the Global Alliance for Buildings and Construction (GlobalABC). The report was coordinated by the United Nations Environment Programme and was made possible by the generous support of the governments of Canada, France, Germany, and Switzerland.

ISBN No: 978-92-807-3768-4

Job No: DTI/2265/PA

Cover Images: © Shutterstock

Copyright © United Nations Environment Programme, 2019.

The United Nations Environment Programme and GlobalABC members acknowledge the IEA's role in generating the analysis in this report based on IEA data and the data of GlobalABC members. The IEA shall retain ownership of its underlying data and analysis included in this report.

This publication may be reproduced in whole or in part and in any form for educational or non-profit purposes without special permission from the copyright holders, provided acknowledgement of the source is made. The IEA and the United Nations Environment Programme would appreciate receiving a copy of any publication that uses this publication as a source.

No use of this publication may be made for resale or for any other commercial purpose whatsoever without prior permission in writing from the IEA and the United Nations Environment Programme.

The electronic copy of this report can be downloaded at www.iea.org or www.globalabc.org.

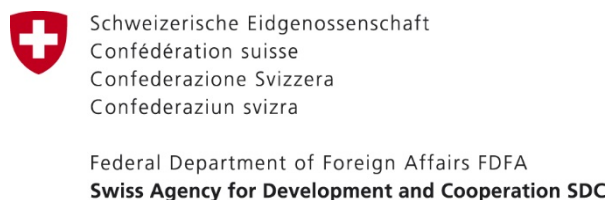
Citation: Global Alliance for Buildings and Construction, International Energy Agency, and the United Nations Environment Programme (2019): 2019 Global Status Report for Buildings and Construction: Towards a zero-emission, efficient and resilient buildings and construction sector.

Disclaimer

The views expressed in this 2019 Global Status Report are not necessarily those of GlobalABC partners. Moreover, the views expressed do not necessarily represent the decision of the stated policy of the IEA, the United Nations Environment Programme (UNEP), or its individual member countries, nor does citing of trade names or commercial process constitute endorsement. The IEA and the United Nations Environment Programme do not make any representation or warranty, express or implied, in respect of the report's contents (including its completeness or accuracy) and shall not be responsible for any use of, or reliance on, the report.

Graphical disclaimer

The designations employed and the presentation of the material in this report do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the authors, the GlobalABC, IEA or the United Nations Environment Programme concerning the name or legal status of any country, territory, city or area, nor of its authorities, nor concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.





**Global Alliance
for Buildings and
Construction**

2019 Global Status Report for Buildings and Construction

*Towards a zero-emissions, efficient and resilient
buildings and construction sector*

Résumé French Translation

iea

UN 
**environment
programme**

Résumé

Le secteur du bâtiment et de la construction représentait, en 2018, 36% de la consommation finale d'énergie au niveau mondial. Il représentait par ailleurs 39% des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) liées à l'énergie et aux procédés, parmi lesquels 11% sont liées à la production des matériaux nécessaires à la construction des bâtiments tels que l'acier, le ciment et le verre. *Le Bilan Mondial 2019* présente une analyse actualisée des facteurs sous-jacents de l'évolution des émissions de CO₂ et de la demande énergétique depuis 2017 tout en donnant des exemples de politiques, technologies et investissements visant à soutenir un parc de bâtiments à faible impact carbone.

Les principales conclusions de ce bilan concernant les tendances mondiales du secteur du bâtiment sont les suivantes :

- Au niveau mondial, les émissions du secteur du bâtiment ont augmenté de 2% au cours de l'année 2018 pour atteindre leur plus haute valeur enregistrée à ce jour. En 2018, la consommation d'énergie finale des bâtiments a vu une croissance de 1%, soit une augmentation totale de 7% par rapport à 2010.
- Ces augmentations sont liées à un fort accroissement de la surface habitable et de la population. Bien que l'efficacité énergétique continue de progresser, cette progression n'a pas permis de compenser la croissance de la demande.
- 2020 sera une année cruciale pour les Etats afin de faire progresser leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Il s'agit en particulier d'inclure les actions nécessaires pour s'attaquer à la consommation énergétique et aux émissions, notamment les émissions incorporées du secteur du bâtiment et de la construction.
- Plusieurs pays déploient actuellement des stratégies innovantes et mettent en place des mesures pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de leur parc de bâtiments. Le partage d'expériences sur les mesures qui ont prouvé leur efficacité permettra de catalyser leur impact. Dans cette perspective, le développement de feuilles de route régionales prend tout son sens.

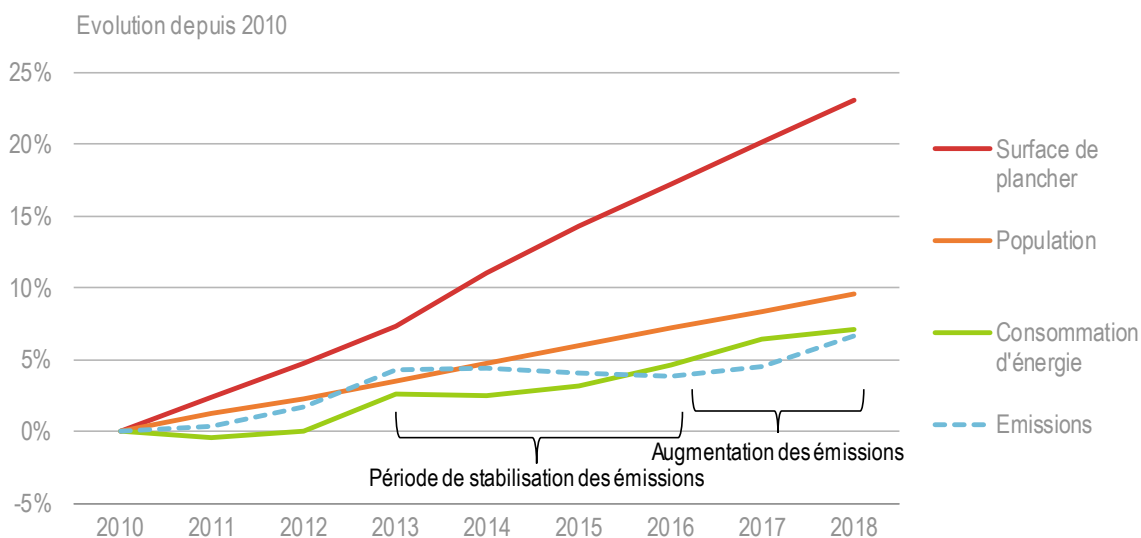
Les émissions du parc existant continuent d'augmenter

En 2018, les émissions mondiales liées au secteur du bâtiment ont augmenté de 2% pour la deuxième année consécutive pour atteindre 9.7 GtCO₂. Cette augmentation représente un changement par rapport aux tendances enregistrées entre 2013 et 2016, période au cours de laquelle les émissions s'étaient stabilisées. Elle a été impulsée par un fort agrandissement de la surface habitable et par la croissance démographique qui ont entraîné une augmentation de 1% de la demande énergétique pour atteindre 125 exajoules (EJ).

Une des raisons principales de cette augmentation de la consommation énergétique et des émissions mondiales est l'augmentation de 19% depuis 2010 de la consommation d'électricité, celle-ci ayant été principalement produite à partir du charbon et du gaz. Ceci illustre la vive nécessité de renforcer l'accès et l'utilisation des énergies propres et renouvelables tout en développant des bâtiments passifs ou à très faible consommation énergétique.

Depuis 2017, l'intensité énergétique s'est améliorée de manière continue pour le chauffage (-2%), et l'éclairage (-1.4%). Cependant, l'intensité énergétique du refroidissement de locaux a quant à elle augmenté (2.7%) alors que celles de la production d'eau chaude, de la cuisson, et des électroménagers ont vu peu d'évolution. Le refroidissement de locaux est devenu le secteur avec la plus forte croissance en demande énergétique du secteur du bâtiment, avec une croissance de 8% en 2018 par rapport à 2010. Il représente cependant une part relativement faible de la consommation énergétique totale du secteur, s'élevant à 6% en 2018.

Figure 1 • Evolution de la surface de plancher, croissance démographique, de la consommation d'énergie finale et des émissions de CO₂ du secteur mondial des bâtiments



Source : AIE (2018a), calculs établis à partir des données de *World Energy Statistics and Balances 2019*, www.iea.org/statistics et *AIE Energy Technology Perspectives buildings model*, www.iea.org/buildings.

La mise à jour des CDN en 2020 représente une opportunité à saisir pour améliorer les niveaux d'émissions dans le secteur du bâtiment

Suite à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUNCC), 184 pays ont soumis une Contribution Déterminée au niveau National (CDN) dans le cadre de leurs plans de réduction des émissions de GES (Gaz à Effet de Serre). Bien que la plupart (136) mentionnent le secteur du bâtiment dans leurs CDN, peu détaillent concrètement les actions nécessaires afin de réduire les émissions du secteur. Pour la prochaine période des CDN, allant de 2020 à 2025, il est nécessaire de mettre l'accent sur les actions indispensables à la réduction des émissions à travers une transition vers les énergies bas carbone et renouvelables. Une attention accrue est également nécessaire concernant les matériaux à faible empreinte carbone, l'amélioration des enveloppes des bâtiments, les solutions basées sur la nature ainsi que l'efficacité énergétique des équipements, et à l'échelle des systèmes.

Ces efforts vont nécessiter d'augmenter les niveaux d'investissements qui étaient de USD 139 milliards en 2018, signalant une baisse du niveau des investissements annuels de 2%. Pour réduire les émissions et améliorer les niveaux d'intensité énergétique, les gouvernements, les entreprises et les individus doivent augmenter leurs investissements dans l'efficacité énergétique afin de compenser la croissance du secteur du bâtiment et de la construction.

De nouvelles politiques pour aller de l'avant

Bien que des niveaux de performance encore plus ambitieux soient nécessaires, les décideurs politiques, designers, constructeurs et les autres acteurs du secteur du bâtiment et de la construction au niveau mondial mettent en œuvre actuellement plusieurs types d'actions pour décarboniser et améliorer les performances du parc de bâtiments.

- Dans plusieurs pays, des codes énergétiques du bâtiment sont en train d'être mis en place pour la première fois ou sont en train d'être renforcés. Par exemple : en Inde, à travers le Eco-Niwas Samhita, le premier code sur l'efficacité énergétique du secteur résidentiel, et, au Rwanda, à travers le Système de Conformité Minimale pour les Bâtiments Eco Énergétiques (Green Building Minimum Compliance System). Les politiques réglementant

les niveaux de performance énergétique des bâtiments neufs sont un outil puissant pour contenir l'augmentation future des émissions.

- Les propriétaires de bâtiments continuent d'adopter des certifications haute performance énergétique, bâtiments passifs ou à faible consommation, contribuant ainsi à améliorer le parc existant ainsi que le parc de bâtiments neufs. Par exemple, le World Green Building Council a entrepris de soutenir de telles initiatives à travers sa Charte d'Engagement pour les bâtiments à consommation énergétique nette zéro qui est en train d'être développée au sein de ses partenaires.
- Les investisseurs sont en train de mettre en place des produits financiers et des systèmes de financements dédiés à la promotion des bâtiments à faible consommation énergétique et à faible empreinte carbone. Par exemple, l'étiquetage UE Vert est le premier ensemble de règles pour la finance verte en Europe qui inclue des recommandations pour le financement des bâtiments.

L'accent porté sur la promulgation de réglementations et la facilitation du développement du marché des bâtiments à faible consommation témoigne des efforts qui sont en train d'être réalisés afin d'infléchir la demande énergétique et les émissions à venir.

Plusieurs pays ont par ailleurs également entrepris la mise en place de stratégies afin d'accroître leur niveau d'ambition pour atteindre l'objectif d'un parc de bâtiments à émissions de CO₂ nettes nulles d'ici à 2050 ou avant. Par exemple, le Japon et le Canada ont mis en place le développement de nouvelles politiques qui permettront aux bâtiments neufs d'atteindre les standards « net-zero » et « net-zero ready » d'ici 2030. A mesure que de plus en plus de pays préparent leurs CDNs, les opportunités de développement de stratégies plus ambitieuses pour améliorer le parc existant seront mises en avant.

L'alliance mondiale pour les bâtiments et la construction (AMBC ou GlobalABC en anglais) et l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), en collaboration avec les membres et parties prenantes des différentes régions, ont entrepris trois feuilles de route régionales pour l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie, afin de définir des orientations vers un secteur du bâtiment et de la construction à émissions nulles, efficace et résilient. Les Feuilles de Route :

- Soulignent les actions prioritaires pour chaque région dans les 8 domaines clés : planification urbaine, bâtiments neufs, rénovation des bâtiments existants, gestion des bâtiments, systèmes, matériaux, résilience, et énergies propres.
- Sont élaborées de manière participative, à travers des consultations, ateliers de travail et webinaires, tous organisés dans les régions pour collecter les points de vues et opinions aux niveaux régionaux, nationaux et ceux des parties prenantes locales sur les objectifs et dates butoir pour la mise en place d'un parc de bâtiments énergétiquement efficace et à faible impact carbone.
- Sont des documents dynamiques et propres aux régions ; ils seront partagés d'ici fin 2019 et continueront à être développés au cours de 2020.
- Soutiennent des activités telles que les coopérations au niveau national qui rassemblent la chaîne de valeur locale du secteur de la construction et permettent le développement et la mise en œuvre de stratégies nationales pour des bâtiments à consommation énergétique et émissions nettes nulles.

